

Alla LAZAREVA (journaliste)

Conférence AFEU du 22 février 2007

## **L'affaire Honhadzé, un crime d'Etat toujours impuni**

Pourquoi aujourd'hui, plus de 6 ans après l'enlèvement et l'assassinat du journaliste Honhadzé (Gongadzé), ce sujet est toujours d'actualité ? Pourquoi vouloir à présent faire le point sur cette affaire, alors que tout ce qui se passe en Ukraine est peu compréhensible, même pour les Ukrainiens ? Disons qu'il existe au moins trois bonnes raisons pour le faire.

Tout d'abord, sur le plan purement politique, cet assassinat a servi d'accélérateur à plusieurs processus politiques dans le pays. Ensuite, sur le plan judiciaire, l'affaire Honhadzé est tout à fait exemplaire car elle a contribué, en quelque sorte, à la construction d'un Etat de droit en Ukraine. Elle met en avant, à la fois, certaines acquisitions et les limites de ces acquisitions. Enfin, la troisième raison pour laquelle il est bon de rappeler aujourd'hui l'assassinat de Héorhij Honhadzé, c'est que depuis le début de cette tragique histoire et jusqu'à nos jours, les manipulations ont été nombreuses.

J'essaierai donc d'éclairer ces trois aspects, mais je souhaite avant tout insister sur ce qui s'est passé entre les mois de juillet et de septembre 2000. Héorhij Honhadzé, journaliste, disons indépendant, cherchait depuis quatre à cinq mois à lancer son propre site internet « Ukrainska pravda ». Rappelons qu'en 2000, l'internet en Ukraine n'avait pas le même impact qu'aujourd'hui, son site était visité plutôt par un cercle restreint de connaissances, de journalistes, de députés... Bon nombre d'articles qu'il mettait sur son site étaient très critiques vis à vis du pouvoir et avaient pour objectif d'empêcher que ne soient mis en application les résultats du referendum organisé par les proches de l'ancien Président Koutchma. Ce referendum, totalement trafiqué et falsifié, avait pour but d'élargir encore plus les pouvoirs du Président et à restreindre

l'autorité du Parlement. Un de ses derniers articles dénonçait justement les falsifications des listes d'électeurs.

A la même époque Héorhij Honhadzé travaillait aussi à « radio Kontyent » (Continent) où il se faisait remarquer pour ses positions très anti-Koutchma. Venant très souvent à Kyïv pendant l'année 2000, j'écoutais régulièrement Kontyent chaque fois que je prenais un taxi. C'était vraiment la radio des Kéïviens et j'entendais assez souvent la voix de « Huia » qui tenait des propos très critiques et très durs envers le régime en place.

Tout ceci donnera matière à l'une des versions donnée en novembre 2000, dès la disparition du journaliste et surtout lorsque son corps fut retrouvé à Tarachtcha, aux environs de Kyïv, version selon laquelle sa mort ou plutôt son assassinat était une vengeance à caractère politique.

Bien entendu, rien ne permet à l'heure actuelle d'affirmer que son meurtre était bien une vengeance politique des proches de Koutchma ou de Koutchma lui-même, à cause des positions radicales du journaliste. Cependant, elle a le mérite d'être au moins crédible, tout comme le sont les agressions, les tentatives d'intimidations et d'enlèvements des opposants, fréquents en ce temps là. Plusieurs personnes de l'opposition comme M. Podolskyj, assistant de l'ex-ministre de la justice Serhij Holovatyj, ont été sauvagement agressées dans les mois qui ont précédé le meurtre de Huia.

Je rappelle donc que le journaliste Héorhij Honhadzé a disparu le 16 septembre 2000. C'était un samedi, il rentrait chez lui après avoir passé l'après-midi chez une proche collaboratrice et amie, Aliona Prytula. Le fait qu'il ait une amie alors qu'il avait une épouse, a donné des arguments à tous ceux qui, pour différentes raisons, ont voulu s'en servir pour orienter l'enquête et fournir d'autres versions. Heureusement, ni la veuve, ni l'amie de Héorhij ne sont tombées dans ce piège à la fois primitif et éternel et ont su se battre, chacune sur son terrain, pour rechercher la vérité sur l'assassinat de Honhadzé.

Depuis janvier 2006 un procès se déroule à Kyïv contre trois policiers, trois officiers haut gradés, accusés de l'enlèvement et de l'assassinat du journaliste. Si une partie des audiences est publique, une autre partie se déroule

à huit-clos, car elle met en cause des fonctionnaires de l'Etat qui ont enlevé et tué un journaliste, alors qu'ils n'avaient aucun motif personnel contre lui. Actuellement, ni les organisateurs, ni les commanditaires ne sont poursuivis et nous n'avons, malheureusement, aucune certitude de voir un jour les véritables responsables de l'assassinat du journaliste traduits en justice.

Dans tous les cas, ce que nous savons aujourd'hui de façon absolument certaine, c'est que Héorhij a été suivi entre juillet et septembre 2000 par des policiers spécialisés dans la filature. Dès qu'il s'aperçut de cette filature, le journaliste s'est adressé au Procureur Général de l'époque, Mykhajlo Potebenko, pour lui demander des explications et une protection. Il ne reçut ni l'une ni l'autre, en revanche, sa mère eut droit, à Lviv, à la visite de policiers qui cherchaient à obtenir des renseignements sur Héorhij.

Pour savoir ce qui s'était réellement passé le soir du 16 septembre 2000, il a fallu passer par « les sept cercles de l'enfer ». L'énergie avec laquelle le pouvoir a tenté de discréditer toute nouvelle information ou tout nouvel élément prouve, indirectement, que des gens très influents et très haut placés avaient tout intérêt à embrouiller l'enquête. Un fait le prouve, lorsque le Procureur général, Sviatoslav Piskun, ordonna l'arrestation du général Poukatch, chef du service des filatures au ministère de l'Intérieur, il fut immédiatement limogé. Le général fut aussitôt relâché et disparu. Ceci est une indication que dans l'entourage de l'ancien Président, il y avait des personnes qui ne voulaient pas que la lumière soit faite sur cette affaire.

En résumé, nous savons que Héorhij a été suivi, qu'il a été enlevé et tué par des policiers en fonction. Ces policiers ont déclaré au tribunal que Poukatch leur en avait donné l'ordre, et qu'il était le seul à savoir pourquoi et surtout pour qui cela avait été fait. Mais Poukatch est en fuite et nul ne sait où il se trouve et même s'il est encore vivant.

Le verdict de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a bien qualifié l'assassinat de Honhadzé de crime d'Etat mais ni le pouvoir orange, ni aucun autre pouvoir n'a manifesté suffisamment de volonté politique pour punir les falsificateurs de l'enquête et pour identifier les véritables commanditaires et

les organisateurs de ce crime. Nous savons que la disparition du journaliste est devenue une affaire d'Etat lorsque le leader des socialistes, Olexandre Moroz, a rendu publics des enregistrements effectués, comme il le dit lui-même, par un ex-officier de la garde présidentielle, Mykola Melnychenko.

Politiquement, l'assassinat de Honhadzé a catalysé une énergie contestataire d'une ampleur inattendue durant l'hiver 2000-2001 et l'automne 2004. Juridiquement, si l'on compare la situation dans les autres républiques post-soviétiques, on peut affirmer que l'affaire Honhadzé est allée très loin, plus loin peut-être que toutes les autres enquêtes similaires sur les meurtres de journalistes dans les pays voisins (v. le procès des exécutants, le verdict de la CEDH). Mais cette impossibilité à avancer pour trouver les vrais responsables du crime démontre bien qu'aucun pouvoir ne cherche en fait à trouver les vraies réponses aux questions et que la transparence souhaitée n'est pas encore à l'ordre du jour. Cependant l'affaire Honhadzé est devenue le critère d'appréciation du niveau de démocratie en Ukraine qui, au vu de la cohabitation actuelle du Premier Ministre et du Président Youchtchenko, ne promet pas de s'élever dans les prochains jours.

A.L.

22 février 2007